

## Burundi : ni les débats francs ni les propos critiques ne sont les bienvenus

Human Rights Watch, 21-04-2018 « Pas de commentaire » au Burundi Le débat politique est étouffé un moment critique Le gouvernement du Burundi souhaite désespérément une victoire sans appel au référendum constitutionnel prévu pour le mois prochain, qui permettrait au président de prolonger de nouveau son exercice du pouvoir. Pour y parvenir, le gouvernement cherche à présenter une image d'unité dans le pays et ni les débats francs ni les propos critiques ne sont les bienvenus.

À l'approche du référendum, le gouvernement se livre à une brutale répression à l'encontre des opposants prévus explicitement que les Burundais qui ne se feraient pas inscrire en vue de participer au référendum ou qui oseraient voter «non» auraient à subir de graves conséquences. Et cette répression s'étend. Le 11 avril, Iwacu, un journal indépendant respecté et très lu au Burundi, a reçu notification par écrit d'une décision du Conseil national de la Communication (CNC) de suspendre pour trois mois sa rubrique de commentaires en ligne pour avoir «outrepassé les normes professionnelles». Le CNC est une autorité administrative nationale chargée de superviser les médias au Burundi et de conseiller le gouvernement en matière de communication. Ses membres sont nommés par le président. Alors que la critique était tolérée dans le passé, même si c'était contre-cœur, tout espoir que des médias indépendants et les organisations de défense des droits humains puissent fonctionner librement au Burundi a disparu. Le gouvernement est devenu de plus en plus intolérant vis-à-vis de tout débat politique depuis la crise politique déclenchée en 2015, lorsque le président Pierre Nkurunziza a annoncé sa décision controversée de briguer un troisième mandat. Depuis lors, les organisations non gouvernementales indépendantes burundaises ont été interdites, leurs activités suspendues, leurs comptes bancaires gelés et des membres de leurs personnels arrêtés. De nouvelles restrictions ont été imposées à un monde médiatique qui jouissait par le passé d'une certaine indépendance, plusieurs stations de radio se voyant interdire d'émettre. Un journaliste d'Iwacu est porté disparu depuis juillet 2016. Face à cette répression d'une ampleur accrue, Iwacu a aussi continué de paraître et demeure une source d'informations indépendante au Burundi et au-delà, bien que ses milliers de lecteurs ne soient désormais plus en mesure d'afficher leurs commentaires sur son site. Dans une déclaration, Iwacu a écrit sa rubrique commentaires constituait un «espace démocratique ouvert à toutes opinions», ce qui est manifestement intolérable pour un gouvernement de plus en plus répressif. Lewis Mudge Chercheur senior, division Afrique

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});